

Arrêté 2026-P-251

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC
FOOD TRUCK « LA CANTINE DU CHAT » – RUE GAY-LUSSAC**

Le Maire de la commune de Gondecourt,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-6 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1, L.2122-1-1, L.2122-3, L.2125-1 et L.2125-3 ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de commerce, notamment ses articles L.123-29 et R.123-208-1 et suivants relatifs à l'exercice d'une activité ambulante ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.233-1 et L.233-2 ;

Vu le règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires d'origine animale et denrées alimentaires en contenant ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 20220621-9 du 21 juin 2022 fixant les redevances d'occupation du domaine public et les tarifs du droit de place ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation du domaine public présentée le 07/10/2026 par M. Samuel LEMESRE, exploitant du Food truck « LA CANTINE DU CHAT » (SIRET 101 150 167 00019), domicilié 33 rue Jean Poutre à Bauvin (59221) ;

Vu la carte permettant l'exercice d'une activité ambulante n° CMA-2026-135613, délivrée le 31 mars 2026 par la Chambre de métiers et de l'artisanat des Hauts-de-France, valable jusqu'au 31 mars 2030

Vu le certificat d'immatriculation du véhicule-boutique (Renault Master, immatriculé GL-071-RQ) ;

Vu l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle MACIF, valable du 19 juin 2026 au 19 juin 2027 ;

Vu le récépissé de déclaration d'activité auprès de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP), référence 2026-00038945, en date du 6 mai 2026 ;

Vu l'attestation de formation spécifique en hygiène alimentaire de M. Thomas LEOZ, délivrée par l'AFEC le 1er mars 2021 ;

Considérant que l'occupation du domaine public à des fins commerciales est soumise à autorisation préalable, précaire et révocable ;

Considérant que le demandeur fait état de l'intérêt exprimé par plusieurs entreprises de la zone industrielle pour ce service de restauration ;

Considérant que l'emplacement demandé n'entraîne aucune gêne pour la circulation ni pour la liberté



du commerce ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

M. Samuel LEMESRE, exploitant du Food truck « LA CANTINE DU CHAT », est autorisé à occuper le domaine public communal, à titre précaire et révocable, afin d'y stationner son véhicule-boutique et d'y exercer une activité de restauration rapide ambulante (vente de plats à emporter).

Article 2 – Emplacement

L'occupation est autorisée rue Gay-Lussac, à Gondécourt, dans la zone industrielle, en face de l'entreprise Saint Dizier Environnement, sur une surface de 25 m². Le véhicule et ses installations annexes éventuelles (auvent, étal, enseigne) ne peuvent déborder de cet emplacement.

Article 3 – Durée et horaires

L'autorisation est accordée du 14 octobre 2026 au 14 janvier 2027 inclus, les mercredis de 8 h à 16 h. Le véhicule est retiré de l'emplacement en dehors de ces horaires. L'autorisation n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 – Caractère de l'autorisation

L'autorisation est strictement personnelle. Elle ne peut être cédée, transmise ni sous-louée. Elle est précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, pour un motif d'intérêt général, de sécurité ou d'ordre public, pour travaux ou manifestation communale, ou en cas de non-respect du présent arrêté. Elle ne confère à son bénéficiaire aucun droit réel ni aucun droit au maintien dans les lieux.

Article 5 – Redevance

Conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et à la délibération du Conseil municipal n° 20220621-9 du 21 juin 2022 (commerces ambulants : installation régulière d'une journée maximum par semaine, entreprise extérieure à la commune), l'occupation est soumise au paiement d'une redevance de 33 € par mois, soit 99 € pour la période du 14 octobre 2026 au 14 janvier 2027. Un titre de recettes sera émis par la Commune.

Article 6 – Obligations réglementaires

Le bénéficiaire doit, pendant toute la durée de l'occupation, être en mesure de présenter à toute réquisition de la police municipale ou des forces de l'ordre : le présent arrêté, sa carte permettant l'exercice d'une activité ambulante, l'attestation d'assurance en cours de validité, le récépissé de déclaration délivré par la DDPP et l'attestation de formation en hygiène alimentaire. Il respecte la réglementation sanitaire applicable à la restauration ambulante, notamment le respect de la chaîne du froid. Il informe sans délai la Commune de tout changement de situation (activité, assurance, véhicule, exploitant).

Article 7 – Sécurité

Les installations de gaz et d'électricité du véhicule doivent être conformes et en bon état. Le véhicule dispose d'extincteurs adaptés, accessibles et en état de validité. Aucun raccordement au réseau électrique ou d'eau de la Commune n'est autorisé sans accord écrit préalable.

Article 8 – Propreté, déchets et nuisances

Le bénéficiaire maintient l'emplacement et ses abords propres et évacue ses déchets à l'issue de chaque période d'activité. Il ne déverse sur la voirie, dans les caniveaux ou dans les avaloirs ni eaux usées ni huiles ni graisses. Il veille à ne causer aucune nuisance sonore ou olfactive excessive pour le



voisinage.

Article 9 – Circulation et accessibilité

L'occupation ne doit gêner ni la circulation, y compris celle des poids lourds desservant la zone industrielle, ni l'accès des riverains et des entreprises, ni le passage des véhicules de secours. Le cheminement des piétons, notamment des personnes à mobilité réduite, doit être maintenu. Le stationnement du véhicule est autorisé uniquement sur l'emplacement désigné à l'article 2.

Article 10 – Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable des dommages causés aux personnes et aux biens du fait de son activité. Il doit maintenir son assurance de responsabilité civile professionnelle pendant toute la durée de l'autorisation. Il remet les lieux en état à la fin de l'occupation et supporte le coût de toute dégradation du domaine public.

Article 11 – Contrôle et sanctions

Le respect du présent arrêté est contrôlé par la police municipale. Tout manquement peut entraîner la suspension ou le retrait de l'autorisation après mise en demeure, sans délai en cas d'urgence ou de danger. Les infractions peuvent donner lieu à procès-verbal et poursuites.

Article 12 – Exécution

Le Directeur général des services, la police municipale et le commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressé et affiché en mairie.

Article 13 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa notification, y compris par voie électronique via l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire dans le même délai, ce qui prolonge le délai de recours contentieux.

Fait à Gondecourt, le 08/10/2026


Le Maire,
Régis BUÉ





Le Maire,
Régis BUE

